

# RiMe

Rivista dell'Istituto  
di Storia dell'Europa Mediterranea

ISSN 2035-794X

numero 8, giugno 2012

## Médias étrangers et révolutions arabes (Le cas de la Tunisie)

Hassen Annabi

**Direttore responsabile**

Antonella EMINA

**Direttore editoriale**

Luciano GALLINARI

**Segreteria di redazione**

Esther MARTÍ SENTAÑES

**Comitato di redazione**

Grazia BIORCI, Maria Eugenia CADEDDU, Monica CINI, Alessandra CIOPPI,  
Yvonne FRACASSETTI, Raoudha GUEMARA, Maurizio LUPO,  
Alberto MARTINENGO, Maria Grazia Rosaria MELE, Maria Giuseppina MELONI,  
Sebastiana NOCCO, Michele M. RABÀ, Riccardo REGIS, Oscar SANGUINETTI,  
Giovanni SERRELI, Giovanni SINI, Luisa SPAGNOLI, Patrizia SPINATO BRUSCHI,  
Massimo VIGLIONE, Isabella Maria ZOPPI

**Comitato scientifico**

Luis ADÃO DA FONSECA, Sergio BELARDINELLI, Michele BRONDINO,  
Lucio CARACCILO, Dino COFRANCESCO, Daniela COLI,  
Miguel Ángel DE BUNES IBARRA, Antonio DONNO, Giorgio ISRAEL, Ada LONNI,  
Massimo MIGLIO, Anna Paola MOSSETTO, Michela NACCI, Emilia PERASSI,  
Adeline RUCQUOI, Flocel SABATÉ i CURULL, Gianni VATTIMO,  
Cristina VERA DE FLACHS, Sergio ZOPPI

**Comitato di lettura**

In accordo con i membri del Comitato scientifico, la Direzione di RiMe sottopone a referee, in forma anonima, tutti i contributi ricevuti per la pubblicazione

**Responsabile del sito**

Claudia FIRINO

RiMe – Rivista dell'Istituto di Storia dell'Europa Mediterranea (<http://rime.to.cnr.it>)

Direzione: via S. Ottavio, 20 - 10124 TORINO - I

Tel. +39 011670 3790 - Fax +39 0118124359

Segreteria editoriale: via G.B. Tuveri 128 - 09129 CAGLIARI - I

Telefono: +39 0704036 35 / 70 - Fax: +39 070498118

Redazione: [rime@isem.cnr.it](mailto:rime@isem.cnr.it) (invio contributi)

## Indice

Damiano Anedda	
<i>Le cappelle medievali della Cattedrale di Santa Maria di Castello a Cagliari. Edificazione, occlusione, restauro</i>	5-34
Lilian Pestre de Almeida	
<i>De Fez à Loreto, en passant par Malte, avant le départ vers les Indes ou Le trajet d'un prince marocain converti, selon Calderón de la Barca</i>	35-49

## Dossier

### **L'altra riva del Río de la Plata: migrazioni, flussi e scambi tra Italia e Uruguay**

a cura di

Martino Contu e Luciano Gallinari

Martino Contu - Luciano Gallinari	
<i>Introduzione</i>	53-56
Martino Contu	
<i>I Charrúas e altri indigeni dell'Uruguay nei racconti di alcuni missionari sardo-iberici del XVII e XVIII secolo e di viaggiatori, docenti e immigrati italiani dell'Ottocento</i>	57-101
Giampaolo Atzei	
<i>La comunità italiana in Uruguay nella seconda metà dell'ottocento: invito all'emigrazione e testimonianza nel libro "Montevideo e la Repubblica dell'Uruguay" di Giosuè E. Bordoni (1885)</i>	103-135
Diego Simini	
<i>Italiani e italianismi nei testi teatrali di Florencio Sánchez</i>	137-161
Manuela Garau	
<i>Fonti bibliografiche dell'emigrazione sarda in Uruguay e dei rapporti sardo-uruguaiani nella più recente storiografia (2006-2012)</i>	163-189
Serena Ferraiolo - Claudia Avitabile	
<i>Italia-Uruguay nel Centro Studi Americanistici "Circolo Amerindiano" onlus. La letteratura diventa denuncia</i>	191-199

Focus  
**Tunisia, un anno dopo...  
un paradigma di modernità a rischio**

a cura di  
Raoudha Guemara, Yvonne Fracassetti e Michele Brondino

Antonella Emina	203
<i>Premessa</i>	
Michele Brondino - Yvonne Fracassetti	205-253
<i>Dalla rivolta tunisina alla primavera araba: tra tradizione e modernità</i>	
Hassen Annabi	255-262
<i>Médias étrangers et révolutions arabes (Le cas de la Tunisie)</i>	
Raoudha Guemara	263-300
<i>La donna tunisina tra legge musulmana, Codice dello Statuto Personale e il dopo Rivoluzione</i>	
Sadok Belaid	301-313
<i>La 'divine surprise'</i>	
Ali Mezghani	315-324
<i>La Charia source de la législation? Signification et portée</i>	
Abdelmajid Charfi	325-331
<i>L'islamisme n'a aucun avenir</i>	
Ridha Gouia	333-360
<i>Le microcrédit, instrument d'endiguer la pauvreté: l'expérience dans le monde arabe</i>	

Recensioni

Grazia Biorci	363-365
<i>Percorsi Migranti</i> , a cura di Giovanni Carlo Bruno - Immacolata Caruso - Manuela Sanna - Immacolata Vellecco, Milano, Mc Graw-Hill, 2011	

## Médias étrangers et révolutions arabes (Le cas de la Tunisie)

Hassen El Annabi

### *Résumé*

Quel rôle ont joué les médias étrangers en Tunisie lors de la Révolution? Quels enjeux se cachent derrière ce rôle? Quelles perspectives peut-on prévoir à cette relation entre des médias étrangers et une révolution en mouvement ?

Voici les principales questions que pose ce papier. Les réponses restent provisoires et incomplètes, car il faut encore beaucoup de temps pour faire la lumière sur les conditions du déroulement de cette révolution et surtout sur la fuite de Ben Ali.

Toutefois, on peut, d'ores et déjà, dire que ce rôle dépasse la fonction première des médias en question, à savoir l'information, pour englober des considérations culturelles et politiques.

### *Mots clé*

Médias étrangers; Al-Jazeera; Réseau social; Révolution 2.0.

### *Abstract*

What role did the foreign media in Tunisia during the Revolution? What mechanisms were behind this role? What prospects can be foreseen in this relationship between foreign media and a revolution in motion? These ones are the main questions posed by this paper. The answers are provisional and incomplete because it requires much more time to shed light on the conditions of development of Tunisian revolution and especially of the leak of Ben Ali. However, we may already say that this role goes beyond the primary function of the media involved and includes cultural and political considerations.

### *Keywords*

Foreign media; Al-Jazeera; Social network; Revolution 2.0.

---

### *Introduction*

Le rapport entre médias étrangers et révolutions arabes fait toujours débat. Un débat qui se situe à deux niveaux: d'abord, le rôle de ces

médias dans ces révolutions, ensuite les enjeux qui se cachent derrière ce rôle.

Nous voudrions émettre quelques réflexions à propos de ces deux points avant de poser la question des perspectives de ce rapport entre révolutions arabes et médias étrangers. Ce propos concernera surtout le cas tunisien.

D'entrée de jeu, précisons que par «médias étrangers» nous entendons essentiellement les chaînes de télévision satellitaires de nationalités étrangères (plus de 500 chaînes arabes dont surtout *Al-Jazeera* et *Al-Arabia* et quelques chaînes occidentales dont *France 24*, *BBC world* et *CNN*, etc...), ainsi que les médias sociaux les plus mondialisés (en l'occurrence le mouvement *Anonymous* qui est, d'après la chaîne *CNN*, l'un des principaux successeurs de *Wikileaks*).

#### *Le rôle des médias étrangers dans la révolution tunisienne*

À première vue les médias étrangers n'ont joué pendant la révolution tunisienne que le rôle qu'ils devaient jouer, c'est-à-dire informer, commenter l'événement et couvrir d'une manière continue l'évolution de la situation. Ainsi, les médias traditionnels et les nouveaux médias, ont simplement informé le public d'une manière continue et ont couvert les événements d'une manière efficace. De ce point de vue, il est légitime de se demander si les médias étrangers ont contribué au déclenchement du soulèvement populaire.

Ainsi, le déclenchement de la révolution ne serait pas lié aux médias étrangers car, si les cœurs et les esprits n'étaient pas prêts, rien ne se serait passé. Par conséquent, il ne faut pas sous-estimer les transformations sociologiques structurelles que la Tunisie a connues depuis la fin des années 1990. Un processus d'autonomisation de l'opinion publique s'est produit grâce à l'alphabétisation, l'urbanisation, la révolution de l'information, mais aussi à cause du chômage et de la corruption. Ce processus a transformé les rapports entre gouvernés et gouvernants. Il a conduit déjà à des révoltes en 2008-2009 dans le bassin minier de Gafsa dans le sud et a fini par donner lieu à une explosion sociale qui a d'abord éclaté dans les ré-

gions marginalisées et pauvres de l'ouest pour faire tâche d'huile par la suite et gagner la capitale.

Néanmoins, le rôle des médias étrangers apparaît important si on considère la rapidité avec laquelle la révolution tunisienne a eu lieu. Tout s'est passé en quelques semaines (entre la mi-décembre et la mi-janvier). La mobilisation sociale n'a pas pu être aussi rapide et efficace sans l'intervention des médias étrangers. En publiant des vidéos amateurs, en analysant les tweets des gens de la rue, en encourageant leurs propres journalistes à ouvrir des comptes sur les réseaux sociaux pour toucher un public plus large et interagir, ces médias ont galvanisé les foules.

Un sondage d'opinion réalisé par l'agence Média Scan<sup>1</sup> entre les 11 et 17 février 2011 sur un échantillon de 775 personnes<sup>2</sup> a montré que lors du premier mois de la crise révolutionnaire (janvier 2011), il y a eu un bond quantitatif au profit de la chaîne *Al-Jazeera* et *France 24*. Les internautes, soit 63% des sondés, ont dit avoir été intéressés par *Twitter*, *Youtube* et *Al-Jazeera Net*, mais, surtout, à hauteur de 61%, à *Facebook*

Ces médias ont contribué aussi à la création d'un héros à la révolution, en faisant de l'acte de Mohamed Bouazizi le point de départ de la révolution. Une image, politiquement correcte, a été répandue faisant de Bouazizi un diplômé au chômage qui aurait exprimé par son geste, le désespoir des diplômés de l'université, alors qu'il n'en est rien, puisqu'il n'était pas la première personne à se donner la mort par le feu. En plus, il n'avait aucun diplôme. Mais, cette image a permis d'offrir un symbole.

Les médias électroniques ont également participé à la déstabilisation du régime de Ben Ali. Ainsi, par exemple, le groupe *Anonymous* a apporté sa contribution au soulèvement populaire en décembre 2010. Ses hackers de l'ombre se sont directement attaqués à «Ammar 404» (code secret du ministère tunisien de l'Intérieur) en effectuant

---

<sup>1</sup> Bureau d'études spécialisé dans les statistiques des taux d'audience.

<sup>2</sup> Ces personnes, âgées de 12 ans et plus, se recrutaient dans presque tout le pays, mais une grande partie des sondés (306) étaient originaires de la capitale. Précisons que jusqu'à nos jours il n'existe pas de mesures d'audiences par audimètres en Tunisie. Seuls des sondages permettent d'apprécier l'audience des chaînes de télévision. Voir <[www.businessnews.com.tn](http://www.businessnews.com.tn)>

toute une série d'attaques ciblées contre des sites web officiant pour le compte du gouvernement en place.

L'utilisation massive d'internet a été aussi un facteur important. Des communautés virtuelles, dont plusieurs sont étrangères, visant à renverser l'ordre établi, sont apparues du jour au lendemain à propos soit d'événements ponctuels (comme les derniers discours de Ben Ali), soit autour d'individus en particulier (comme Bouazizi), ou bien encore autour d'actions spécifiques (comme les manifestations de Sidi Bouzid, de Sfax ou de Tunis, entre le 17 décembre et le 14 janvier).

Pour toutes ces raisons la révolution tunisienne a été appelée «révolution 2.0», c'est-à-dire révolution des cyber opposants comme c'est le cas, d'ailleurs, en Égypte<sup>3</sup>.

Une analyse plus approfondie, nous amène à nous demander si derrière l'action des médias étrangers il n'y a pas, en fait, des enjeux importants que la révolution tunisienne, puis égyptienne, ont permis de révéler.

### *Les enjeux derrière le rôle des médias*

#### *1. L'enjeu culturel*

Tous ces médias internationaux du Nord comme du Sud exportent, évidemment, bien plus que des informations. Il s'agit de véhiculer des valeurs et des cadres d'interprétation. C'est également la langue et la culture qu'on exporte. Toute cette immatérialité émanant des chaînes d'information internationales constitue ce qu'on peut appeler le «soft power», c'est-à-dire des moyens non coercitifs d'exercer une influence sur l'autre.

*Al-Jazeera* se définit comme «the first independent Arabic news channel in the world dedicated to providing comprehensive television news and live debate for the Arab world». Elle touche quelque 45 millions de téléspectateurs, essentiellement dans le monde arabe. Sa ligne éditoriale apparaît, en fait, ambiguë. Les progressistes qui la voient comme un étendard de la liberté et du progrès dans le monde

---

<sup>3</sup> «Les révoltes arabes sont-elles des révolutions 2.0?», *Le Monde*, 21 février 2011.



arabe sont confrontés à ceux qui l'accusent d'islamisation et de radicalisation religieuse.

De son côté, la France a mis en place depuis 30 ans des outils médiatiques visant à renforcer son influence dans le monde par le rayonnement de sa pensée, de sa culture et de sa langue. Ainsi, *Radio-France Internationale*, qui est une radio polyglotte, a su construire une identité et conquérir une audience, notamment en Afrique. *TV5 Monde*, créée dans les années 1980, a également su séduire un public francophile et francophone dans le monde entier. *France 24*, qui est une chaîne d'information continue lancée en 2006, a pour mission de «découvrir l'actualité avec un regard français et de véhiculer partout dans le monde les valeurs et les perspectives françaises». La création en 2008 de l'Audiovisuel extérieur français, vise à fixer aux médias français une mission culturelle qui consiste à promouvoir les valeurs de la francophonie, de la démocratie, de la laïcité, des droits de l'homme, etc.

Il apparaît donc que les grands médias internationaux sont en concurrence pour promouvoir une culture bien déterminée et leur couverture des événements du printemps arabe tient compte de cet objectif. Au-delà de la concurrence on relève une différence de plus en plus marquée entre les médias internationaux occidentaux et les chaînes internationales arabes, comme *Al-Jazeera*, qui se veulent « la voix du sud » et qui défendent un autre modèle de société et d'autres valeurs inspirées de la religion musulmane.

## 2. L'enjeu politique

Les médias du Nord qui avaient toujours soutenu Ben Ali au nom de la lutte contre l'intégrisme et qui risquent maintenant de faire perdre à leur pays une importante position politique dans les pays en révolution, ont dû orienter leur ligne éditoriale vers la thèse de la bipolarisation de la société tunisienne. Pour eux, la révolution a montré qu'il y a dorénavant deux pôles: d'un côté les laïques et d'autre part les islamistes. Évidemment, ils ne cachaient pas leur soutien au premier groupe.

*Al-Jazeera*, de son côté, qui a toujours ouvert l'antenne aux opposants au régime de Ben Ali en soutenant l'option islamiste, pense

pouvoir jouer la carte islamiste en ouvrant l'antenne aux partis politiques et aux mouvements de cette mouvance.

Il apparaît ainsi que depuis le déclenchement de la révolution la question religieuse est devenue un enjeu politique important. Pour bon nombre d'observateurs il y a aussi un enjeu géostratégique.

### 3. L'enjeu géostratégique:

Les médias occidentaux européens, notamment français, semblent avoir pâti de la position ambiguë de leurs pays à l'égard de la révolution tunisienne. Ils ont mis du temps avant de comprendre que l'enjeu n'est pas seulement culturel ou politique mais aussi géostratégique. C'est pourquoi leur couverture de la révolution tunisienne a été au début assez timide. La propagation de la révolution en Égypte puis en Libye les a convaincus que leurs intérêts économiques sont en jeu et qu'il faut accompagner les nouveaux pouvoirs issus de ces révolutions. Ils devenaient de plus en plus convaincus que leur rôle en Méditerranée et au Moyen Orient risque de devenir très secondaire au profit d'autres puissances concurrentes.

Les États-unis semblent avoir compris depuis longtemps (début des années 2000) que le statu quo politique dans les pays arabes est devenu fragile et qu'il faudrait pousser au changement pour remplacer les régimes dictatoriaux par des gouvernements voulus par les peuples sans que cela ne menace les intérêts occidentaux. Ceci avait commencé avec l'Irak. En 2003, Bush avait déclaré que «l'avenir des pays arabes c'est la démocratie». Puis, à partir de 2004, les États-unis ont commencé à mettre en place un mécanisme de formation à la mobilisation non violente à travers internet et les réseaux sociaux. Google a joué un rôle important dans ce domaine avec la création d'un réseau de cyber dissidents pour le Moyen Orient. En ce qui concerne la chaîne *Al-Jazeera*, tout le monde sait qu'elle reste un moyen entre les mains du Qatar pour remplir le vide régional laissé par l'absence d'un leadership arabe. Cependant, nous n'irons pas jusqu'à défendre la thèse du complot que le penseur Tarak Ramadhane a développée. Tout juste croyons-nous que les États-unis, qui avaient depuis longtemps élaboré un scénario de la nouvelle carte du Moyen Orient, observaient de près les mouvements socio-politiques dans le monde arabe et ont très vite vu l'ampleur des changements que

pourrait entraîner la révolution tunisienne, changements qu'il fallait, du point de vue américain, accompagner pour éviter ses mauvais contrecoups.

### *Révolution tunisienne et perspectives des médias étrangers*

Parmi les premières conséquences de la révolution en Tunisie il y a la liberté de la presse, la suppression du contrôle de l'information sur internet et la naissance d'un nombre important de nouveaux journaux, chaînes de radio et de télévision. Le paysage médiatique est entrain de changer et la confiance dans les médias nationaux est entrain de revenir, ce qui a des conséquences sur l'audience des médias internationaux.

Pour le moment, les médias étrangers restent focalisés sur la question syrienne, alors que l'opinion publique tunisienne est occupée par des problèmes internes urgents: le chômage, les secours aux régions de l'ouest et du sud ouest qui ont été éprouvées par un hiver inhabituellement rigoureux, la rédaction de la nouvelle constitution, la justice transitionnelle, etc.

Par conséquent, il y a une baisse d'audience qui risque de durer, à moins que les médias étrangers ne changent de ligne éditoriale. En effet, jusque-là ils ont donné plus de place aux mouvements d'opposition non reconnus qu'aux gouvernements. Or, maintenant les islamistes ne sont plus dans l'opposition, ils sont au pouvoir et l'opposition est légale, donc n'a pas besoin d'un soutien de l'étranger.

En fait, les médias étrangers ne pourront continuer à avoir une audience en Tunisie que s'ils participent aux débats qui préoccupent les Tunisiens. Ces débats ne sont pas forcément identitaires, car la Tunisie n'est pas une terre de Jihad comme pourraient le penser certains mouvements islamistes d'Orient, particulièrement salafistes. La Tunisie est un pays homogène, sunnite et modéré, dans lequel d'autres confessions ont toujours existé. Les Tunisiens dans leur majorité sont très attachés à leurs acquis sociaux (le code de statut personnel, l'ouverture sur les valeurs universelles, l'attachement aux libertés

individuelles) et ne sont pas prêts de recevoir des leçons des mouvements salafistes et de ceux qui les appuient.

Toutefois, certaines chaînes satellitaires étrangères ont encore de beaux jours en Tunisie. Il s'agit en l'occurrence de la chaîne *Al-Jazeera* dont les accointances avec la Nahdha, le principal parti au pouvoir (dans le cadre de la seconde transition qui a commencé le 23 octobre 2011 avec l'élection de l'assemblée constituante) ne font pas de doute.

Le gendre de Rached Ghannouchi (président du parti Nahdha), Rafik Abdessalam Bouchlaka était jusqu'à sa nomination à la tête de la diplomatie tunisienne, chef du département de recherches au centre d'études d'*Al-Jazeera* à Doha. Haut cadre de la galaxie de la chaîne qatarie, il a gardé des liens solides avec cette chaîne, puisqu'il lui a réservée ses premières interviews. Mieux encore, c'est à cette chaîne étrangère qu'il a défrayé la chronique en osant critiquer sévèrement les médias tunisiens jugés par lui impartiaux et malhonnêtes, puis (en février 2012) en s'adonnant à un dénigrement en règle de ses compatriotes, en déclarant que l'opposition c'est du 0,00%.

Aussi une chaîne satellitaire étrangère est-elle en passe de devenir en Tunisie un moyen de gouvernement, car elle est utilisée par l'Etat comme une épée de Damoclès au dessus de la tête des médias nationaux si ces derniers s'avisent à revendiquer leur indépendance. Mais, cette épée est à double tranchant, car cette même chaîne ne peut pas ne pas payer le prix de son implication douteuse dans la vie politique tunisienne, puisqu'une partie des téléspectateurs lui montrent de moins en moins d'intérêt, allant même jusqu'à chasser son correspondant à Tunis, Lotfi Hajji, de la salle où se tenait le 24 mars 2012 un grand meeting populaire anti-Nahdha.

En somme, les médias étrangers n'ont pas joué le même rôle lors de la révolution en Tunisie. *Al-Jazeera*, se distingue par son rôle éminemment politique dans le cadre d'un agenda géostratégique qui dépasse les intérêts de la Tunisie.



